

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 13/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22 novembre 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PLACOPLATRE**

Tour Saint-Gobain  
12, Place de l'Iris  
92400 COURBEVOIE

Références : E24 - *1772*  
N° AIOT : 61875  
Code AIOT : 0006506641

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 novembre 2024 de la carrière de gypse à ciel ouvert exploitée par la société PLACOPLATRE sur les communes de Coubron (93470) et de Vaujours (93410). L'inspection a été annoncée le 19 novembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PLACOPLATRE
- Fosse d'Aiguisy – Vaujours (93410) et Coubron (93470)
- Code AIOT : 0006506641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PLACOPLATRE est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2023 - 1297 du 23 mai 2023 à

exploiter une carrière de gypse à ciel ouvert sur le territoire des communes de Vaujours (93410) et de Coubron (93470).

Le tribunal administratif de Montreuil a suspendu cette autorisation par décision du 25 juillet 2024. Des études complémentaires doivent être engagées par la société PLACOPLATRE sur le volet radiologique, les émissions des gaz à effet de serres, et sur les enjeux liés aux chiroptères.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suspension de la carrière	Lettre du 24/09/2024	Sans objet
2	Sécurité vis-à-vis des tiers	Lettre du 24/09/2024	Sans objet
3	Sécurité vis-à-vis des tiers	Lettre du 24/09/2024	Sans objet
4	Suivi environnemental du site	Lettre du 24/09/2024	Sans objet
5	Assainissement du site	Lettre du 24/09/2024	Sans objet
6	Traitement des terres amiantées	Lettre du 24/09/2024	Sans objet
7	Intervention pour répondre à la Décision administrative du 25 juillet 2024	Lettre du 24/09/2024	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société PLACOPLATRE a suspendu ses activités d'extraction et de remblayage dans la carrière de Guisy suite à la décision du 25 juillet 2024 du Tribunal administratif de Montreuil et met en œuvre les dispositions de mises en sécurité figurant dans la lettre préfectorale du 24 septembre 2024.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suspension de la carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 24/09/2024
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Suspension du tribunal administratif de Montreuil
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans la lettre du 24 septembre 2024, le Préfet de Seine-Saint-Denis prend note de la cessation des travaux de terrassement et d'extraction en cours à la suite de la suspension de l'arrêté préfectoral ordonnée par la juridiction.
<b>Constats :</b> Il n'a pas été constaté de travaux d'excavation ou de terrassement.  Aucun engin de chantier n'était présent sur site.  L'exploitant indique n'intervenir dans la carrière que dans le cadre de sa mise en sécurité, la surveillance environnementale et les études à réaliser pour répondre aux demandes du Tribunal

Administratif de Montreuil.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Sécurité vis-à-vis des tiers**

**Référence réglementaire :** Lettre du 24/09/2024

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maintien des conditions de sécurité vis-à-vis des tiers

**Prescription contrôlée :**

Les mesures consistent à pouvoir poursuivre les actions nécessaires au contrôle des accès au site, à savoir :

- interventions des équipes de surveillance,
- maintenance des accès et des clôtures du site ainsi que des installations électriques et caméras de surveillance, chemins de rondes, etc.
- mise en place des clôtures périmétriques du site là où cela est nécessaire ;
- (...)

**Constats :**

La carrière est sous vidéosurveillance 24 h/24.

L'exploitant précise que la carrière est comprise dans un périmètre entièrement clôturé.

L'accès à la carrière se fait actuellement soit par la route interne qui mène également à la carrière de Bernouille, soit par la RD 84A1. Ces accès sont fermés par des portails.

L'exploitant indique qu'il va mettre en place une clôture entre la carrière et le secteur en cours de démolition situé sur la commune de Courtry d'ici la fin de l'année.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Sécurité vis-à-vis des tiers**

**Référence réglementaire :** Lettre du 24/09/2024

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maintien des conditions de sécurité vis-vis des tiers

**Prescription contrôlée :**

Suivis et inspections géotechniques (cavages, conditions de stabilité des talus de la fosse d'Aiguisy, etc). Interventions de mise sécurité d'urgence si elles s'avéraient nécessaires, en lien avec vos services.

**Constats :**

L'exploitant poursuit la surveillance des talus de la fosse d'Aiguisy. Le géotechnicien BG est intervenu le 19 juin 2024 afin de réaliser une inspection visuelle des talus, un contrôle des piézomètres et des inclinomètres qui visent à suivre le comportement de la zone où une loupe de glissement a été observée dans les argiles vertes en 2017-2018, ainsi qu'une surveillance de la RD 129. Le géotechnicien n'a pas constaté de signe d'instabilité sur les versants naturels de la fosse, ni de nouveaux signes de déplacements au voisinage de la RD 129.

La prochaine intervention du géotechnicien BG est prévue le 13 décembre 2024. L'exploitant demandera en plus du suivi du talus de la fosse, un contrôle des cavages Nord et Ouest.

La bâche visant à protéger la loupe de glissement est maintenue.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Suivi environnemental du site**

**Référence réglementaire :** Lettre du 24/09/2024

**Thème(s) :** Risques chroniques, Maintien de la surveillance environnementale

**Prescription contrôlée :**

Démarré en 2013, il inclut les interventions de différents prestataires pour le suivi de la qualité de l'air, de l'eau, le suivi écologique, etc. Il comprend également les mesures de maintenance sur les installations en place (balises atmosphériques par exemple).

**Constats :**

L'exploitant indique qu'il poursuit la surveillance environnementale :

- contrôle de la qualité de l'air avec :
  - la mesure trimestrielle des concentrations des particules de diamètres inférieures à 10 µm (PM10), des teneurs en oxyde d'azote et en benzène ; les résultats de la surveillance du 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 ne mettent pas en évidence d'impact particulier ; la prochaine campagne de mesures est prévue le 29 novembre 2024 ;
  - mesures trimestrielle des retombées de poussières à l'aide de jauges OWEN ; la prochaine campagne est prévue le 18 novembre 2024 ;
  - des mesures radiologiques en limites de propriétés (balises environnementales aux 4 points cardinaux avec des mesures en continu) et dans les communes de Villeparisis, Vaujours et de Courtry (mesures mensuelles) ; d'après le bilan environnemental du 1<sup>er</sup> semestre 2024, aucune anomalie n'a été relevée ;
  - des mesures d'amiante ont été réalisées lors du chantier de désamiantage de la zone A3 Est qui a débuté en novembre 2023 et s'est poursuivi en 2024 ; le bilan environnemental du 1<sup>er</sup> semestre 2024 précise qu'aucune fibre d'amiante n'a été détectée dans l'air ;
- contrôle physico-chimique et radiologique de la qualité des eaux souterraines de la nappe de l'Eocène supérieur et de la nappe des Calcaires de Brie aux périodes de basses et hautes eaux ; une campagne a été menée en avril et mai 2024 et n'a pas mis en évidence de variation significative sur le plan radiologique et physico-chimique ;
- contrôle physico-chimique et radiologique de la qualité des eaux de ruissellement collectées dans le bassin de fond de fouille et le bassin du rond-point ; une campagne de mesures a été réalisée en mai 2024 ; il n'a pas été identifié de dépassement de valeurs limites des paramètres physico-chimique et ni de variation significative sur le volet radiologique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Assainissement du site**

**Référence réglementaire :** Lettre du 24/09/2024

**Thème(s) :** Risques chroniques, Maintien des conditions d'assainissement du site

**Prescription contrôlée :**

Maintien des conditions d'assainissement du site avec entretien des ouvrages ou du matériel (fossé, bassins, pompes) et opérations de pompage

**Constats :**

Au cours du mois de novembre 2024, le bassin de fond de fouille à fait l'objet d'un curage. Des sondes automatiques ont également été installées au niveau de ce bassin pour envoyer l'eau vers le bassin de rond-point, à partir d'un seuil haut. Une sonde niveau bas commande l'arrêt des pompes.

Une pompe a été remplacée en octobre 2024.

L'exploitant a présenté l'autorisation du 24 septembre 2024 de déversement des eaux de ruissellement liées à l'exploitation de la carrière de Guisy dans le réseau public territorial d'assainissement de la commune de Vaujours.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Traitement des terres amiantées**

**Référence réglementaire :** Lettre du 24/09/2024

**Thème(s) :** Risques chroniques, Fin du chantier

**Prescription contrôlée :**

Finalisation du retrait des déchets et fermeture du chantier de dépollution de A3 Est (retrait amiante dans les terres)

**Constats :**

Avant d'engager le chantier de dépollution des terres amiantées de la zone A3 Est, un diagnostic et une dépollution pyrotechniques ont été effectués par la société EODEX. L'exploitant a présenté le rapport du 05 août 2024 de fin de travaux de la dépollution pyrotechnique qui conclut à la sécurisation pyrotechnique des terrassements jusqu'à une profondeur de 3 mètres.

La surveillance radiologique et les contrôles du chantier de dépollution des terres amiantées de la zone A3 Est ont été effectués par GINGER DELEO. Le rapport du 25 septembre 2024 de fin d'intervention sur la zone A Est conclut qu'il n'a pas été observé de valeurs orientant vers une quelconque contamination radiologique des intervenants et du matériel, ni une quelconque pollution radiologique des sols sur cette zone.

Le chantier de désamiantage effectué par la société VALGO s'est déroulé du 20 novembre 2023 au 26 juin 2024. Le rapport de fin de travaux précise que 1,962 tonnes de débris, brisures, amiantes ciments non intègres ont été retirés et envoyés vers une installation de stockage de déchets dangereux. La société VALGO a délivré le quitus du 28 juin 2024 de dépollution des terres amiantées du secteur A3 Est du Fort de Vaujours qui atteste, qu'après réception des résultats d'analyses des fonds de fouille de la parcelle A3, la zone ne contient plus d'amiante.

L'exploitant a réalisé des analyses physico-chimiques visant à contrôler les teneurs des paramètres

listés à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. Il a été observé que les sous-maillles référencées P381, P385 et P386 de la maille 26 à -2 m dépassent légèrement le seuil IDSI en antimoine (0,07 à 0,08 mg/kg). L'exploitant indique que cela représente un volume de 30 m<sup>3</sup> de terres à évacuer vers une installation de traitement de déchets non dangereux. Ces terres seront évacuées au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 :** Intervention pour répondre à la Décision administrative du 25 juillet 2024

**Référence réglementaire :** Lettre du 24/09/2024

**Thème(s) :** Autre, Investigations

**Prescription contrôlée :**

Capacité à réaliser les opérations de diagnostic ou les investigations nécessaires pour répondre aux compléments demandés par le Tribunal Administratif de Montreuil dans le cadre de la régularisation des vices de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2023 (diagnostics radiologiques, cartographies diverses, accès cavages, mesures, etc )

**Constats :**

Des visites avec écologue et spécialiste des chiroptères ont été organisées.

Une campagne de prélèvement de terres est également organisée au mois de novembre pour répondre à la décision du Tribunal administratif de Montreuil sur le volet radiologique.

**Type de suites proposées :** Sans suite